



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

aides soignants

Question écrite n° 18708

Texte de la question

M. Yvan Lachaud appelle l'attention de M. le ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées sur la reconnaissance du statut des aides-soignants. 361 000 aides-soignants contribuent en effet chaque jour aux soins de base et au bien-être des personnes malades et handicapées. Pour autant, leur travail n'est pas suffisamment reconnu. Ainsi, leur formation n'appartient plus depuis le 1er septembre 2002 à la liste des formations homologuées dont dispose le secteur d'orientation scolaire. Actuellement, ceux qui souhaitent devenir aides-soignants doivent suivre une formation d'un an, dont le prix varie sensiblement d'un département à l'autre pouvant aller jusqu'à 6 000 euros. Les aides-soignants, à l'instar de leurs collègues infirmiers, souhaitent la création d'un diplôme d'Etat qui garantisse sur l'ensemble du territoire français une formation de qualité accessible à tous. Il lui demande en conséquence si la création d'un diplôme d'Etat gratuit d'aide-soignant sera prochainement mise à l'étude.

Texte de la réponse

Le rôle des aides soignants découle des dispositions de l'article 2 du décret n° 93-345 du 15 mars 1993 relatif aux actes professionnels et à la profession d'infirmier. Conformément à ce texte, l'aide soignant intervient dans le cadre du rôle propre de l'infirmier, en collaboration avec lui et sous sa responsabilité, dans la limite de la compétence qui lui est reconnue du fait de sa formation. Diverses mesures sont intervenues ces dernières années pour tenir compte du rôle important que les aides soignants occupent au sein du système de soins, notamment auprès des personnes âgées. Ainsi, la formation initiale a été renouvelée et renforcée en 1994 et est désormais sanctionnée par un diplôme professionnel. Avant le 1er juillet 2003, un groupe de travail comprenant l'ensemble des représentants de la profession sera réuni afin d'examiner notamment l'élaboration d'un « référentiel-métier » qui pourrait constituer une première approche vers une reconnaissance professionnelle, en particulier dans le cadre de la validation des acquis de l'expérience (VAE). Par ailleurs, le ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées est tout à fait conscient des difficultés rencontrées pour le financement de la formation des aides soignants et il regrette vivement cette situation. Il est vrai que cette formation, d'une durée d'un an, est payante contrairement à celle en soins infirmiers. Son coût peut varier de 2 135 euros à 3 050 euros selon les écoles qui sont attenantes aux instituts de formation en soins infirmiers ou au sein de ceux-ci. Cependant, des aides financières sont possibles, notamment le maintien du traitement au titre de la promotion professionnelle pour environ un quart des élèves agents de la fonction publique et des bourses d'études du ministère de la santé, de la famille et des personnes handicapées attribuées sur critères de ressources par les directions départementales des affaires sanitaires et sociales. Diverses possibilités d'aides financières sont également accessibles en sollicitant les ANPE, les ASSÉDIC, les conseils généraux ou régionaux.

Données clés

Auteur : [M. Yvan Lachaud](#)

Circonscription : Gard (1^{re} circonscription) - Union pour la Démocratie Française

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 18708

Rubrique : Professions de santé

Ministère interrogé : santé

Ministère attributaire : santé

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 19 mai 2003, page 3807

Réponse publiée le : 14 juillet 2003, page 5708